

LFI, Mélenchon et le terrorisme

On a pu assister il y a quelques jours – le 10 octobre je crois – sur je ne sais plus quelle chaîne de télé, au spectacle pathétique d'une dirigeante de LFI, Mathilde Panot, harcelée par des journalistes qui voulaient lui faire avouer que le Hamas était une organisation terroriste, et elle refusait catégoriquement de le faire.

Certains pensent encore que les journalistes sont là pour informer : si cela avait été le cas, devant l'obstination de cette brave dame, ils auraient dû lui demander *pourquoi* elle refusait de le reconnaître, mais alors on serait entré dans le domaine de l'analyse, du raisonnement, et ce n'est pas ce que demandent les médias. En se contentant d'exiger que la dirigeante de LFI admette que le Hamas est une organisation terroriste, on reste au niveau du fait divers, et on entérine le fait que LFI est une organisation de méchants qui versent dans l'antisémitisme de gauche – ce qui arrange tout à fait le pouvoir en place.

Mercredi 11 octobre, M. Mélenchon finalement consentit à expliquer le pourquoi de la chose, mais de manière très peu convaincante : la France insoumise ne désigne pas le Hamas comme une organisation terroriste parce que le concept d'organisation terroriste n'a pas de base légale et que « les deux seules organisations montrées par l'ONU comme organisations terroristes sont al-Qaida et Daech ». [1] Mélenchon est de mauvaise foi car si Hamas n'est pas reconnu par l'ONU, il l'est par le Conseil de l'Union européenne.

Il y a quelque chose de totalement imbécile à s'obstiner, dans le contexte actuel d'extrême émotion, à refuser de qualifier une bande de criminels sociopathes de terroristes, tout comme il est très curieux de voir une armée de journalistes fébriles s'obstiner à faire admettre à LFI que le Hamas est une organisation terroriste. La question est : Pourquoi ?

Si Mathilde Panot ne veut pas reconnaître l'appellation de terroriste s'appliquant à Hamas, c'est que, dit-elle, cela équivaldrait à s'aligner « sur les positions du gouvernement Israélien ». C'est une façon de dire que le terrorisme ne se définit que par rapport à Israël, qu'Israël fournit en quelque sorte l'étalon à partir duquel on définit le terrorisme. Heureusement que Netanyahou n'a pas dit que le soleil se lève à l'Est parce que Mathilde Panot aurait été obligée de dire qu'elle s'aligne sur les positions du gouvernement israélien.

Les journalistes étaient manifestement chagrinés que Mathilde Panot se contente de parler de la « branche armée responsable de crimes de guerre » : manifestement, ce n'était pas suffisant. Dire qu'une organisation est armée et qu'elle commet des crimes de guerre n'est pas suffisant. Pourtant, Panot avait déclaré : « oui, nous avons dit que ce sont des crimes de guerre, tout comme d'ailleurs la Cour pénale internationale avait dit que la colonisation était des crimes de guerre. Et donc, nous condamnons l'ensemble des crimes de guerre qui visent à la terreur, donc on peut appeler cela terrorisme. » Apparemment, dire que « on peut appeler cela du terrorisme » ne suffit pas.

Son tort, me semble-t-il, est de reconnaître que le Hamas est terroriste, mais *pas seulement* le Hamas. Objectivement, elle a raison, mais peut-être a-t-elle tort d'avoir raison, ou, disons-le autrement, ce n'était peut-être pas le moment.

C'est ainsi que le quotidien *La Provence* affirme que LFI tente de « dédouaner » le Hamas, ce qui est évidemment une ânerie. [2]

Je ne m'explique pas la rigidité de l'attitude de LFI autrement qu'en disant qu'elle s'arc-boute sur l'argumentaire rabâché de l'anti-impérialisme des années 70 avec son langage stéréotypé. C'est une forme de sectarisme par lequel on met en avant surtout ce qui nous sépare des autres plutôt que ce qui nous rapproche. Il faut montrer qu'on est plus « anti-impérialiste » que les autres.

Pourtant, le massacre par le Hamas de centaines de civils n'a rien d'un acte de résistance. Aucune religion ne saurait être porteuse d'émancipation, et l'émancipation nationale d'un peuple ne saurait résulter d'actes de barbarie.

Il est vrai que La France insoumise a le chic pour se tirer une balle dans le pied. Mélenchon n'a pas pu s'empêcher de vanter les mérites d'Hugo Chavez et sa campagne électorale de 2017 s'effondra. C'était d'une maladresse insigne.

Aujourd'hui, LFI s'arc-boute sur le mot « terrorisme » au risque de voir s'effondrer toute possibilité d'alliance avec la gauche. (Il est vrai que d'ici les prochaines élections, l'amnésie aura fait son effet.) Il est possible aussi que M. Mélenchon et ses amis ne veuillent pas faire de la peine à leurs électeurs maghrébins, et que leurs égards envers le Hamas, en distinguant entre la « branche armée » et la « branche politique », vise à ménager les fidèles d'une prétendue « religion des opprimés ». Mais je vois là surtout une forme de raideur mentale. Mais on pourrait tout aussi bien dire que l'obstination furieuse des médias et de la droite à ne pas désigner l'État d'Israël comme terroriste vise à ménager un éventuel électorat juif en France.

La question se pose également de savoir pourquoi la presse tient tellement à ce que LFI parle de « terrorisme ». Notons que jusqu'à présent personne ne semble avoir pris la peine de définir ce qu'est le terrorisme.

Le terrorisme, une vieille affaire

J'évoque le cas de LFI parce qu'en vérité la question de la dénomination de « terrorisme » est, au sein de toutes les agences de presse de la planète, une vieille affaire mais qui semble passer par-dessus la tête des médias français. Il n'y a pas de définition communément admise du terrorisme dans la mesure où le terroriste de l'un est le combattant de la liberté de l'autre. L'attribution du qualificatif de terrorisme devient dès lors un enjeu politique.

Ainsi, lors d'une émission télévisée tenue le 8 février 2004, le président des États-Unis George Bush utilisa le mot « terrorisme » 22 fois, mais personne ne lui demanda ce qu'il entendait par là :

« Ce n'est pas un hasard s'il n'y a pas de définition admise par tous du terrorisme, car le mot est très subjectif. En même temps, l'usage de ce mot peut être dangereux dans la mesure où les gens sont tentés de croire qu'il a un sens, et ils en usent et abusent en l'appliquant à tout ce qu'ils détestent, de façon à éviter toute discussion rationnelle et de façon à excuser leur propre comportement illégal ou immoral. » [3]

On pourrait définir le terrorisme comme *un acte politiquement motivé et indiscriminé, sous forme de meurtre de masse, d'assassinat, d'incendie, de sabotage, de destruction, d'enlèvement, destiné à semer la terreur auprès d'une population désarmée*. Si on s'en tient à cette définition, le Hamas est indiscutablement une organisation terroriste et le simple constat des actions du Hamas lors de l'attaque du 7 octobre devrait suffire à désigner cette organisation comme terroriste, quoi qu'en pense l'ONU et Mélenchon.

Le problème est que si on parle d'assassinats de masse politiquement motivés, il se trouvera toujours quelqu'un pour demander : « motivés par quoi ? » — une question que les médias et les pouvoirs en place ne tiennent pas trop à aborder.

Et à l'inverse, il se trouvera toujours quelqu'un d'autre pour dire : « Si tu cherches à connaître les motivations d'un acte terroriste, c'est que tu l'approuves » — ce qui est évidemment faux, mais qui semble être actuellement la position dominante des médias. Le dialogue est difficile lorsque l'un des interlocuteurs est de mauvaise foi et que cette mauvaise foi est politiquement motivée.

Car malgré mon peu de sympathie pour M. Mélenchon, cette exigence quasi obsessionnelle que LFI reconnaisse le Hamas comme organisation terroriste est manifestement orchestrée par des gens qui font semblant de ne pas comprendre ce que Mélenchon veut dire, qui veulent convaincre le bon peuple que ce dernier est un « méchant », que la « gauche » qu'il semble (à tort) représenter est antisémite, et qui considèrent plus important la forme (LFI devrait reconnaître le caractère terroriste du Hamas) que le fond (LFI dénonce effectivement les horreurs perpétrées par le Hamas).

Et surtout, il n'est pas admis de dire que l'horreur des massacres perpétrés par le Hamas ne retire rien à l'horreur de l'occupation israélienne depuis des dizaines d'années : cependant, la sidération provoquée par le massacre récent rend-elle inapproprié, voire indécent, de faire des comparaisons — sidération qui malheureusement tend à s'atténuer devant l'ampleur des massacres de civils suite aux bombardements israéliens contre la bande de Gaza.

La mauvaise foi des journalistes et autres commentateurs apparaît avec d'autant plus d'évidence que personne ne s'indigne lorsque des militaires ou des universitaires qui connaissent bien le sujet disent strictement la même chose que Mélenchon.

La qualification de terrorisme

Les journalistes français semblent totalement ignorer que la qualification de terrorisme souffre depuis longtemps d'une absence de définition largement acceptée. Ainsi, au moment de la guerre du Golfe, les employés de l'agence Reuters avaient depuis

longtemps des consignes très précises : il s'agissait d'éviter « l'usage de termes émotionnels » :

« Nous visons une utilisation dépassionnée du langage afin que les individus, les organisations et les gouvernements puissent se faire leur propre opinion sur la base des faits. » [4]

Reuters n'utilise pas les termes tels que « terroriste » ou « terrorisme », sauf s'il s'agit d'une citation directe. Mais Reuters n'est pas la seule agence à être dans ce cas : la British Broadcasting Corporation (BBC) constate qu'il n'y a pas de consensus sur ce qui constitue un terroriste ou un acte terroriste. Cependant, cette volonté de neutralité a peut-être une autre raison.

« En tant que tel, nous ne devrions pas changer le mot "terroriste" lorsque nous citons quelqu'un d'autre, mais nous devrions éviter de l'utiliser nous-mêmes ... non pas parce que nous sommes moralement neutres à l'égard du terrorisme, ni parce que nous avons une quelconque sympathie pour les auteurs des atrocités inhumaines que nous devons trop souvent rapporter, mais parce que le terrorisme est un sujet difficile et émotif avec des connotations politiques significatives. » [5]

La BBC considère que les jugements de valeur dans l'utilisation des mots « peuvent créer une incohérence dans leur utilisation ou, pour le public, soulever des doutes quant à notre impartialité ». Il s'agit d'être certain que le mot va aider à la compréhension du fait plutôt que de l'entraver, « quel que soit l'endroit où il est vu ou entendu ». [6]

La CBC (Canadian Broadcasting Corporation) se trouve dans la même situation. La rédactrice en chef de cette agence, Esther Enkin, déclara le 18 janvier 2011 que « depuis plus de 30 ans, les salles de rédaction de la CBC ont pour pratique d'éviter d'utiliser les mots 'terrorisme' et 'terroriste' seuls, comme une forme de description sans attribution ».

« Compte tenu de l'utilisation souvent politique et prématurée de ces mots, nous préférons décrire l'acte ou l'individu, comme 'poseur de bombe', 'militant' ou 'tireur', par exemple, et laisser le spectateur ou l'auditeur se faire sa propre opinion sur la nature de l'événement. » [7]

Mme Enkin ajoute : « Je pense que vous constaterez que la plupart des grands organes de presse du monde occidental suivent une pratique similaire ». L'objectif est de donner au public suffisamment d'informations pour qu'il puisse tirer ses propres conclusions.

La CBC possède un « Guide linguistique » à l'usage des journalistes, qui établit des normes. Il conseille aux journalistes de « faire preuve d'une extrême prudence avant d'utiliser les mots terroriste et terrorisme ». La prudence à laquelle auraient recours les agences de presse, soucieuses de laisser aux lecteurs la possibilité de décider par eux-mêmes, est parfaitement louable, mais pas désintéressée, dans la mesure où elles ont des clients dans de nombreux pays, y compris ceux qui pourraient se sentir visés par l'appellation de terroriste. Il va de soi que les organes de presse qui ne sont pas tenus à

cette prudence du fait que leur clientèle n'est pas internationale, ou qui sont ouvertement orientés, sont moins concernés.

La prudence et les réserves adoptées concernant l'utilisation du terme « terroriste », et l'indéfinition maintenue le concernant, a peut-être une autre explication : il faut éviter à tout prix que l'accusation de terrorisme puisse s'appliquer aux États. Une brochure publiée par l'UNESCO en 2022 est très explicite :

« Le terrorisme d'État échappe généralement à ceux qui tentent de forger une définition internationale commune du terrorisme au sein des organisations intergouvernementales. Pourtant, le mot "terrorisme" vient du règne de la Terreur perpétré par Robespierre pendant la Révolution française, à la fin du XVIII^e siècle, et désignait alors les actions brutales de l'État contre ses ennemis politiques. Quand est-il légitime de parler de terrorisme d'État ? Lorsque, répond Gérard Chaliand, la terreur est utilisée comme une "manière de gouverner, permettant au pouvoir établi, par des mesures extrêmes et la peur collective, de briser ceux qui lui résistent". » [8]

On apprend que le terrorisme fut à l'origine l'action de l'Etat exerçant la terreur sur ses opposants. On comprend que cette définition-là du terrorisme ne plaise pas à tout le monde.

Éric Vilain

cel-gl@orange.fr

11-10-2023, revu 30-10-2023

NOTES

[1] <https://www.europe1.fr/politique/jean-luc-melenchon-tente-dexpliquer-pourquoi-lfi-ne-qualifie-pas-le-hamas-dorganisation-terroriste-4208651>

[2] Aurélien Viers, « Communiqué de la honte, le Hamas 'pas terroriste' » : LFI, la nausée », La Provence, 11/10/23.

[3] « Terrorism » : A World Ensnared by a Word » International Herald Tribune 18 février 2004

[4] Kirk LaPointe, « Use of the Word terrorist », 15 avril 2011, CBC Radio Canada, <https://cbc.radio-canada.ca/en/ombudsman/reviews/use-of-the-word-terrorist>

[5] Use of the word « terrorist », Apr 15, 2011. <https://cbc.radio-canada.ca/en/ombudsman/reviews/use-of-the-word-terrorist>

[6] Use of the word « terrorist », loc. cit.

[7] Ibid

[8] UNESCO : Media and the coverage of terrorism. – Manual for trainers and journalism educators. 2022